LES CONTRATS

Faire face à une problématique liée à un contrat

À l'issue de cette séquence, tu seras capable de

* mettre en évidence les implications des parties dans un contrat déterminé,
* identifier les mentions légales d'un contrat,
* déterminer si un contrat est valable ou non,

Consignes de travail :

Lisez le document ci-dessous sur les contrats et complétez l’application 1 dans la page 4 et l’application 2 dans la page 6.

Envoyez la solution des deux applications par e-mail ([zohra.firat@gmail.com](mailto:zohra.firat@gmail.com)) ou via la plate-forme de l’école pour mardi prochain au plus tard (08/12/2020).

Si vous avez des questions n’hésitez pas à m’envoyer un e-mail.

UAA2 - Budget et Droit

1. Les contrats : types et définition

Monsieur et Madame Longchamp se sont mariés il y a trois ans. Ils louent un appartement à Bruxelles à Mme Petit. Madame Longchamp travaille chez « BELLA », institut de beauté. M. Longchamp vient d'acheter une voiture au garage Automobile.

Les types de contrat et les intervenants sont:



Qu'est-ce qu'un contrat? Nous reprenons la définition qu'en donne le Code Civil disponible en annexe.

**Définition**: Base : article 1101 du Code civil.

Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s’engagent envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire une chose.

Un contrat suppose nécessairement deux parties:

* le débiteur: celui qui doit, il détient une dette
* le créancier: celui qui prête, il détient une créance

**Les conditions de validité des contrats :**

Dans le Code civil (article 1108), les 4 conditions de validité des contrats sont :

1. Le consentement de la partie qui s'oblige (les parties doivent être d'accord toutes les deux)
2. La capacité de contracter (les personnes qui contractent doivent avoir la capacité juridique de contracter, c'est-à-dire, être majeur ou avoir la capacité de discernement par rapport à l'objet du contrat)
3. Un objet certain qui forme la matière de l'engagement (l'objet du contrat ne peut pas être la lune par exemple)
4. Une cause licite dans l'obligation (sont illicites par exemple: la drogue, les voitures volées, les services d'un tueur à gages etc.)

**La capacité de contracter** concerne les articles 1123 à 1125 du Code civil.

Qu'est-ce qu'une "personne capable de contracter"?

Toute personne peut contracter, si elle n'est pas déclarée incapable par la loi.

Exemples : Les mineurs d'âge (moins de 18 ans), les interdits (les faibles d'esprit, les prodigues)

Les vices de consentement :

Dans le code civil (article : 1109) les trois vices de consentement possibles sonts :

1. L'erreur: je crois reconnaître un sac signé Olivier Strelli, en fait, il s'agit d'une copie signée Oliver Streli
2. Le dol: le vendeur de voiture trafique le compteur kilométrique. La voiture achetée à 100.000 km au compteur ou lieu des 10.000 annoncés.
3. La violence: le consentement de l'autre partie est obtenu en le menaçant par exemple

**Application1 :** complète le tableau suivant en déterminant les vices de consentement avec justification.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Cas | Vice du consentement constaté | Justification |
| Mme Robert a acheté une commode qu'elle croyait être d'époque Louis XV alors qu'il ne s'agit que d'une copie du début du XXè siècle | Erreur | Pas d’intention frauduleuse de vendeur |
| Après avoir poussé violemment la porte, M. Long, représentant, pénètre chez M. Franc retraité de 95 ans et lui propose une encyclopédie. Comme M. Long refuse, le représentant le menace et l'oblige à signer un bon de commande d'une valeur de € 2.000,00. | violence | Physique et morale |
| La société Ringard a signé un contrat de travail avec M Roublard en qualité de chef comptable. Or, après beaucoup d'erreurs commises, la société s'aperçoit que le CV de M Ringard a été enjolivé. Ce dernier n'a été pendant 10 années qu'un simple comptable du service clients dans son ancienne entreprise. | Dol | Volonté de co-contractant de tromper l’autre |
| Pour revendre son fonds de commerce, Monsieur Trèfor 'améliore' sa comptabilité et déclare des bénéfices plantureux. |  |  |
| Le Garage Auto repeint une Ford Fiesta de 2004, dissimule les taches de rouille sous la peinture, réajuste le compteur kilométrique à la baisse pour la revendre. |  |  |
| Monsieur Dupont charge Monsieur Durand, qu'il croit expert-comptable, de tenir sa comptabilité. Monsieur Durand n'a en réalité aucune qualification et se révèle incapable de remplir sa mission. |  |  |
| L'agence immobilière LePlouc vend une superbe villa 4 façades, orientée plein Sud, en omettant de signaler le projet de construction d'un immeuble 10 étages sur le terrain voisin. |  |  |

1. Synthèse

Pour exister, un contrat doit remplir quatre conditions:

Le contrat

Consentement

des parties

Objet certain

Capacité

De contracter

Le débiteur (celui qui doit) s'engage à payer le créancier (le prêteur).

Objet licite

Application 2 :

Lis attentivement la mise en situation ci-dessous et réponds aux questions relatives à la conclusion du contrat de vente.

**Mise en situation**

Tu as 21 ans et tu es propriétaire du salon de coiffure « Labrosse » situé rue Général Lotz 32 à 4000 Liège.

Tu as commencé ton activité il a y quelques mois et tu as remarqué que le nombre des sèche-cheveux et casques que tu as achetés au départ de ton projet est insuffisant notamment avec l’augmentation du nombre de tes clients.

Tu as donc décidé de prendre contact avec Monsieur Bertrand Eric, responsable du département des ventes dans la société « Venusia ».

Tu as signé avec lui le 27/10/2020 un contrat de vente concernant l’achat de 5 sèche-cheveux avec la référence « 3100 » et 2 casques infrarouge Pratika. La Livraison s’effectue dans les trois jours ouvrables et elle est gratuite.

1. Quelles sont les parties concernées par ce contrat ?

…………………………………………………………………………………………………………………………………..

1. En quoi consiste ce contrat ? (de quoi s’agit-il ?)

………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. Peux-tu signer ce contrat ? Est-il légalement responsable?

……………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. qu’est-ce qu’un débiteur ? Identifie-le dans notre cas.

………………………………………………………………………………………………………………………………………

1. Qu’est-ce qu’un créancier ? Identifie-le dans notre cas.

………………………………………………………………………………………………………………………………………………….

1. Annexe: extrait du Code civil

Extrait du Code civil – articles 1101 à 1133

[TITRE III.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNKR0001) - DES CONTRATS OU DES OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES EN GENERAL

[CHAPITRE I.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNKR0002) - DISPOSITIONS PRELIMINAIRES

Article [1101.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1102) Le contrat est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes

s'obligent, envers une ou plusieurs autres, à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose. [Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1101) [1102.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1103) Le contrat est synallagmatique ou bilatéral lorsque les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1102) [1103.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1104) Il est unilatéral lorsqu'une ou plusieurs personnes sont obligées envers une ou plusieurs autres, sans que de la part de ces dernières il y ait d'engagement.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1103) [1104.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1105) Il est commutatif lorsque chacune des parties s'engage à donner ou à faire une chose qui est regardée comme l'équivalent de ce qu'on lui donne, ou de ce qu'on fait pour elle.

Lorsque l'équivalent consiste dans la chance de gain ou de perte pour chacune des parties, d'après un événement incertain, le contrat est aléatoire.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1104) [1105.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1106) Le contrat de bienfaisance est celui dans lequel l'une des parties procure à l'autre un avantage purement gratuit.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1105) [1106.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1107) Le contrat à titre onéreux est celui qui assujettit chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1106) [1107.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNK0003) Les contrats, soit qu'ils aient une dénomination propre, soit qu'ils n'en aient pas, sont soumis à des règles générales, qui sont l'objet du présent titre. Les règles particulières à certains contrats sont établies sous les titres relatifs à chacun d'eux; et les règles particulières aux transactions commerciales sont établies par les lois relatives au commerce.

[CHAPITRE II.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNKR0003) - DES CONDITIONS ESSENTIELLES POUR LA VALIDITE DES CONVENTIONS.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1107) [1108.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNK0004) Quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention : Le consentement de la partie qui s'oblige;

Sa capacité de contracter;

Un objet certain qui forme la matière de l'engagement; Une cause licite dans l'obligation.

[SECTION 1.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNKR0004) - DU CONSENTEMENT

[Art](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1108). [1109](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1110). Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par

erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1109) [1110.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1111) L'erreur n'est une cause de nullité de la convention que lorsqu'elle tombe sur la substance même de la chose qui en est l'objet. Elle n'est point une cause de nullité, lorsqu'elle ne tombe que sur la personne avec laquelle on a intention de contracter, à moins que la considération de cette personne ne soit la cause principale de la convention.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1110) [1111.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1112) La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation, est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite.

[Art](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1111). [1112](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1113). Il y a violence, lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne

raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un

mal considérable et présent.

On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1112) [1113.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1114) La violence est une cause de nullité du contrat, non seulement lorsqu'elle a été

exercée sur la partie contractante, mais encore lorsqu'elle l'a été sur son époux ou sur son épouse, sur ses descendants ou ses ascendants.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1113) [1114.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1115) La seule crainte révérencielle envers le père, la mère, ou autre ascendant, sans qu'il y ait eu de violence exercée, ne suffit point pour annuler le contrat.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1114) [1115.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1116) Un contrat ne peut plus être attaqué pour cause de violence, si, depuis que la violence a cessé, ce contrat a été approuvé, soit expressément, soit tacitement, soit en laissant passer le temps de la restitution fixé par la loi.

[Art](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1115). [1116](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1117). Le dol est une cause de nullité de la convention lorsque les manoeuvres pratiquées

par l'une des parties sont telles, qu'il est évident que, sans ces manoeuvres, l'autre partie

n'aurait pas contracté. Il ne se présume pas, et doit être prouvé.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1116) [1117.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1118) La convention contractée par erreur, violence ou dol, n'est point nulle de plein droit; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision, dans les cas et de la manière expliqués à la section VII du chapitre V du présent titre.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1117) [1118.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1119) La lésion ne vicie les conventions que dans certains contrats ou à l'égard de certaines personnes, ainsi qu'il sera expliqué en la même section.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1118) [1119.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1120) On ne peut, en général, s'engager, ni stipuler en son propre nom, que pour soi- même.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1119) [1120.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1121) Néanmoins on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci; sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1120) [1121.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1122) On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition

d'une stipulation que l'on fait pour soi-même ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui a fait cette stipulation, ne peut plus la révoquer, si le tiers a déclaré vouloir en profiter.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1121) [1122.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNK0005) On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et ayants cause, à moins que le contraire ne soit exprimé ou ne résulte de la nature de la convention.

[SECTION II.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNKR0005) - DE LA CAPACITE DES PARTIES CONTRACTANTES

[Art](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1122). [1123](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1124). Toute personne peut contracter, si elle n'en est pas déclarée incapable par la loi.

[Art](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1123). [1124](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1125). <L 30-04-1958, art. 7> Les incapables de contracter sont : les mineurs, les

interdits et généralement tous ceux à qui la loi interdit certains contrats.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1124) [1125.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNK0006) <L 30-04-1958, art. 7> Le mineur et l'interdit ne peuvent attaquer, pour cause d'incapacité, leurs engagements que dans les cas prévus par la loi.

Les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur ou de l'interdit avec qui elles ont contracté.

[SECTION III.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNKR0006) - DE L'OBJET ET DE LA MATIERE DES CONTRATS

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1125) [1126.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1127) Tout contrat a pour objet une chose qu'une partie s'oblige à donner, ou qu'une partie s'oblige à faire ou à ne pas faire.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1126) [1127.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1128) Le simple usage ou la simple possession d'une chose peut être, comme la chose même, l'objet du contrat.

[Art](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1127). [1128](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1129). Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet des

conventions.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1128) [1129.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1130) Il faut que l'obligation ait pour objet une chose au moins déterminée quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée. [Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1129) [1130.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNK0007) Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit [, sauf dans les cas prévus par la loi]. <L 2003-04-22/46, art. 4, 013 ; En vigueur : 01-06-2003>

[SECTION IV.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNKR0007) - DE LA CAUSE

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1130) [1131.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1132) L'obligation sans cause, ou sur une fausse cause, ou sur une cause illicite, ne peut avoir aucun effet.

[Art.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1131) [1132.](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1133) La convention n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée.

[Art](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;Art.1132). [1133](http://www.ejustice.just.fgov.be/cgi_loi/loi_a1.pl?language=fr&amp;la=F&amp;cn=1804032133&amp;table_name=loi&amp;&amp;caller=list&amp;F&amp;fromtab=loi&amp;tri=dd%2BAS%2BRANK&amp;rech=1&amp;numero=1&amp;sql=(text%2Bcontains%2B(%27%27))&amp;LNK0008). La cause est illicite, quand elle est prohibée par la loi, quand elle est contraire aux

bonnes moeurs ou à l'ordre public